

Service Risques  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 31 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **FIRST NEGOCE**

10 RUE BOREL  
93140 Bondy

Code AIOT : 0005107905

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement FIRST NEGOCE implanté 2 Rue de la Gare 80500 Fescamps. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FIRST NEGOCE
- 2 Rue de la Gare 80500 Fescamps
- Code AIOT : 0005107905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FIRST NEGOCE exploitait illégalement une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux sur son site de FESCAMP. Son activité principale consistait en la reprise de produits vendus aux enchères à l'occasion de liquidations judiciaires, leur stockage puis leur envoi à l'étranger. L'inspection des installations classées s'est rendue à de nombreuses reprises sur ce site

dès 2013, lorsqu'elle a pris connaissance de son existence suite à une plainte. Malgré les suites administratives à l'encontre de cette société et de sa gérante, la situation de l'établissement n'a pu être régularisée. La société FIRST NEGOCE a été placée en liquidation judiciaire par décision du tribunal de commerce de Bobigny du 28 mai 2019 sans que la mise en sécurité du site n'ait été réalisée.

Compte-tenu de l'impécuniosité de la liquidation et des constats réalisés sur le site lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2019, l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 17 août 2020 a confié à l'ADEME l'enlèvement et le traitement des déchets dangereux et combustibles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Intervention ADEME : AP de travaux d'office du 17 août 2020

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Travaux d'office	Arrêté Préfectoral du 17/08/2020, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'intervention de l'ADEME, il ne subsiste que quelques déchets banals sur le site. Dans le bâtiment principal, des altérations de la dalle sont visibles mais étant donné la nature des activités et la quantité des produits stockés, le risque de pollution est limité et ne constitue pas une menace grave nécessitant une nouvelle intervention de l'ADEME. L'état général des bâtiments se dégrade avec les intempéries.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Travaux d'office

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité - Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il sera procédé aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site exploité par la SARL FIRST NEGOCE sis au Fond de Laboissière sur la commune de FESCAMPS à l'exécution des travaux d'enlèvement et de traitement : <ul style="list-style-type: none"><li>• des déchets dangereux</li><li>• des déchets banals souillés et empêchant l'accès aux déchets dangereux</li><li>• des déchets combustibles proches des habitations présents sur le site.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les déchets dangereux et combustibles situés à proximité des habitations ont été évacués. Quelques déchets, non visés par l'arrêté préfectoral de travaux d'office, sont encore présent sur site : petits flacons en verre vides, carreaux de carrelage...  En complément des travaux prescrits par l'arrêté, l'ADEME a fait procéder: <ul style="list-style-type: none"><li>- au confortement du bâtiment dit "Hangar occasion" par la mise en place de trois contreforts extérieurs et d'une tour d'étalement métallique à l'intérieur du bâtiment, nécessaires pour permettre le retrait en toute sécurité des déchets stockés à l'intérieur. Compte-tenu de l'état du bâtiment, ils ont été laissés en place à la fin de l'intervention pour éviter l'effondrement du bâtiment, avec l'accord des propriétaires concernés.</li><li>- au nettoyage et à l'inertage de 3 cuves enterrées découvertes au cours de l'intervention,</li><li>- au nettoyage à haute pression des sols du bâtiment principal où étaient stockés des IBC, dont quelques-uns présentaient des fuites.</li></ul> Ce sont plus de 330 tonnes de déchets qui ont ainsi été évacuées du site. Les bordereaux de suivi de déchets ont été transmis par l'ADEME. Le montant total de l'intervention s'élève à plus de 400 000 € TTC. L'augmentation budgétaire liée notamment aux travaux de confortement et à l'augmentation du tonnage de déchets à évacuer par rapport à l'estimation avait fait l'objet d'une validation en avril 2021 par le ministère de la Transition écologique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet